

TSX : MFI

Relations avec les investisseurs
investor.relations@mapleleaf.com
Relations avec les médias
media.hotline@mapleleaf.com

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2025

Les Aliments Maple Leaf annonce une croissance des revenus de 8,1 % et une croissance du BAIIA ajusté de 8,3 %

Mississauga, Ontario, 5 mars 2026 - Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX : MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Faits saillants du quatrième trimestre 2025⁽ⁱ⁾

- Les ventes se sont élevées à 991 millions de dollars comparativement à 917 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 8,1 %.
- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (« BAIIA »)⁽ⁱ⁾ est passé à 117 millions de dollars, soit une augmentation de 8,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la marge du BAIIA ajusté de 11,8 % était similaire à celle de l'exercice précédent.
- Le bénéfice s'est chiffré à 391 millions de dollars (bénéfice de 3,14 \$ par action de base), comparativement à un bénéfice de 54 millions de dollars (bénéfice de 0,43 \$ par action de base) à l'exercice précédent.
- Le gain par action ordinaire⁽ⁱ⁾ s'est établi à 0,32 \$ au quatrième trimestre, par rapport à 0,18 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Augmentation du rendement en capital versé aux actionnaires grâce au versement d'un dividende en espèces spécial de 75 millions de dollars.

Faits saillants de 2025⁽ⁱⁱ⁾

- Les ventes se sont élevées à 3 913 millions de dollars, comparativement à 3 633 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 7,7 %.
- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (BAIIA)⁽ⁱ⁾ est passé à 476 millions de dollars, soit une augmentation de 21 % par rapport à l'exercice précédent, la marge du BAIIA ajusté passant de 10,8 % à 12,2 %.
- Le bénéfice s'est chiffré à 542 millions de dollars (4,36 \$ par action de base), comparativement à 97 millions de dollars (0,79 \$ par action de base) à l'exercice précédent.
- Le résultat ajusté par action⁽ⁱ⁾ s'est établi à 1,09 \$ pour 2025 comparativement à 0,15 \$ à l'exercice précédent.
- La dette nette⁽ⁱ⁾ était de 995 millions de dollars, alors que la dette nette par rapport au BAIIA ajusté⁽ⁱ⁾ des douze derniers mois s'est établit à 2,1 fois, une amélioration par rapport à 2,7 fois pour la même période de l'exercice précédent.

Commentaires de la haute direction

« Nos résultats du quatrième trimestre témoignent de la progression importante sur le plan financier et opérationnel cette année pour Aliments Maple Leaf », a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. « En 2025, l'exécution rigoureuse du plan stratégique des Aliments Maple Leaf a produit une croissance des revenus de près de 8 %, une augmentation de 21 % du BAIIA ajusté et une augmentation de 140 points de base de la marge du BAIIA qui s'est établie à 12,2 %, tout en renforçant davantage son bilan et en créant de la valeur pour les actionnaires. »

« Nous constatons maintenant les avantages concrets de notre transformation en une entreprise de produits de consommation courante plus simple, portée par une mission et axée sur les protéines et la marque », a poursuivi Frank. « La force de notre portefeuille de marques de premier plan, la résilience de nos plateformes de croissance éprouvées et les rendements de nos grands

projets d'immobilisation et initiatives, comme *Alimentons la croissance*, stimulent l'expansion des marges et améliorent la cohérence dans l'ensemble de l'entreprise. »

« Nous avons amorcé une nouvelle période définie par la solidité du bilan et la souplesse financière, et nous sommes en bonne position pour mettre en œuvre une approche de répartition du capital stratégique et rigoureuse tout en favorisant une croissance moyenne à un chiffre des revenus, et l'expansion continue de la marge. Dans cet ordre d'idée, nous avons établi des projections de 520 à 540 millions de dollars pour le BAIIA rajusté en 2026, projections soutenues par l'exécution rigoureuse de nos équipes qui continuent de traduire notre stratégie en résultats.

Perspectives

• Prévisions de la société pour l'exercice 2026 :

- Croissance moyenne à un chiffre des revenus par rapport à 2025, stimulée par l'exécution de stratégies de croissance éprouvées et la demande croissante des consommateurs pour des produits protéinés.
- BAIIA ajusté⁽ⁱ⁾ d'environ 520 à 540 millions de dollars, soutenu par une croissance des revenus et l'amélioration des marges attribuable à la discipline opérationnelle et aux avantages tirés de l'initiative *Alimentons la croissance* de la société.
- Maintien d'un bilan de qualité assorti d'une dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois⁽ⁱⁱ⁾ inférieure à 3,0 fois et soutenu par de solides flux de trésorerie disponibles et une affectation prudente du capital.
- Investissements en capital disciplinés d'environ 160 à 180 millions de dollars dans des dépenses axées sur l'entretien et l'amélioration de la productivité.
- Croissance d'environ 10 % des dividendes, le dividende trimestriel passant de 0,19 \$ à 0,21 \$ par action, ce qui témoigne de l'engagement d'Aliments Maple Leaf à obtenir un rendement pour les actionnaires.

Les Aliments Maple Leaf reconnaît que les facteurs macroéconomiques pourraient continuer d'influencer fortement le contexte opérationnel, ce qui crée de l'incertitude et une possible volatilité. Une telle situation a certaines répercussions sur les activités de la société, notamment l'influence de ces dynamiques sur la perception des consommateurs, l'activité de la chaîne d'approvisionnement, l'accès aux marchés, les obstacles au commerce et les taux de change. La société tire parti d'informations fondées sur les données pour rester à l'affût de l'évolution de la situation, et elle a confiance dans la résilience de ses marques, de son modèle d'affaires et de sa stratégie pour évoluer dans les conditions économiques actuelles. En même temps, elle reconnaît que sa capacité à fournir ses prévisions pour 2026 pourrait être touchée par le contexte. (Se reporter à la rubrique 23. Facteurs de risque du rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 tel que déposé dans le System for Electronic Data Analysis and Retrieval, ou « SEDAR+ »).

⁽ⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

⁽ⁱⁱ⁾ Les montants de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte des résultats des activités poursuivies, à l'exception de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois.

Faits saillants financiers et opérationnels

Le 1er octobre 2025, la société a achevé la scission partielle de ses activités dans le secteur du porc, qui ont été présentées comme activités abandonnées dans les états consolidés du résultat net de la société. Les activités poursuivies de la société comprennent deux unités d'exploitation : les aliments préparés et la volaille, qui représentent environ 75 % et 25 % des ventes, respectivement.

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)
(non audité)

	2025	2024	Variation	2025	2024	Variation
Ventes ⁽ⁱ⁾	991,2 \$	917,1 \$	8,1 %	3 912,7 \$	3 633,4 \$	7,7 %
Profit brut ⁽ⁱ⁾	158,4 \$	143,5 \$	10,4 %	662,8 \$	557,3 \$	18,9 %
Frais de vente et charges générales et administratives ⁽ⁱ⁾	93,2 \$	90,0 \$	3,6 %	397,4 \$	391,7 \$	1,5 %
Bénéfice (perte) des activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	(34,4) \$	6,4 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾	43,9 \$	(11,9) \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Bénéfice	391,2 \$	53,5 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾	541,6 \$	96,6 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Bénéfice (perte) de base par action lié aux activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	(0,28) \$	0,05 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,35 \$	(0,10) \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Bénéfice par action de base	3,14 \$	0,43 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾	4,36 \$	0,79 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Résultat d'exploitation ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	67,2 \$	52,8 \$	27,3 %	270,3 \$	181,9 \$	48,6 %
BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	117,3 \$	108,3 \$	8,3 %	475,7 \$	392,7 \$	21,1 %
Marge du BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	11,8 %	11,8 %	0 bps	12,2 %	10,8 %	140 bps
Bénéfice avant impôts ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	54,6 \$	27,8 \$	96,4 %	189,6 \$	33,0 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Résultat ajusté par action ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	0,32 \$	0,18 \$	77,8 %	1,09 \$	0,15 \$	nm ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Flux de trésorerie disponibles ⁽ⁱⁱ⁾	69,8 \$	129,8 \$	(46,2) %	318,4 \$	385,3 \$	(17,4) %
Dettes nettes ⁽ⁱⁱ⁾				995,2 \$	1 516,0 \$	(34,4) %

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2024 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées du secteur du porc.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Non significatif.

Quatrième trimestre 2025

Les ventes du quatrième trimestre de 2025 ont été de 991,2 millions de dollars comparativement à 917,1 millions de dollars à l'exercice précédent, soit une augmentation de 8,1 %. Les ventes d'aliments préparés ont augmenté de 6,1 % en raison de la hausse des prix et de l'amélioration de la composition des ventes, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des promotions commerciales. L'augmentation des ventes de 13,1 % dans le secteur de la volaille est attribuable à l'amélioration de la composition des canaux liée à la croissance du volume dans le secteur de la vente au détail et des services alimentaires, ainsi qu'à des prix plus élevés, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des promotions commerciales.

Le profit brut du quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 158,4 millions de dollars (marge brute de⁽ⁱ⁾16,0 %) comparativement à 143,5 millions de dollars (marge brute de 15,6 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable à la composition favorable des canaux dans le secteur de la volaille, à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, et aux répercussions sur les prix, facteurs qui ont été en grande partie compensés par l'inflation du coût des intrants et l'augmentation des coûts de promotion du commerce.

Au quatrième trimestre de 2025, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 93,2 millions de dollars, en hausse par rapport à 90,0 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives est principalement attribuable à la hausse de la charge de rémunération variable.

Au quatrième trimestre, la perte liée aux activités poursuivies s'est élevée à 34,4 millions de dollars (perte par action de base liée aux activités poursuivies de 0,28 \$) comparativement à un bénéfice de 6,4 millions de dollars (bénéfice par action de base liée aux activités poursuivies de 0,05 \$) à l'exercice précédent. La perte liée aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, une charge de dépréciation hors trésorerie des immobilisations incorporelles liée aux protéines végétales et une charge d'impôt plus élevée, facteurs partiellement compensés par un gain découlant d'un règlement hors trésorerie sur l'achat d'une rente de retraite, la réduction des frais d'intérêts principalement attribuable à la baisse des niveaux d'endettement et à la baisse des coûts de restructuration.

Pour le quatrième trimestre de 2025, le bénéfice s'est chiffré à 391,2 millions de dollars (3,14 \$ par action de base), comparativement à un bénéfice de 53,5 millions de dollars (perte de 0,43 \$ par action de base) à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus découlant de la diminution des bénéfices liés aux activités poursuivies et des bénéfices non perçus des activités cédées, qui ont été plus que compensés par un gain découlant de la cession des activités du secteur du porc.

Le résultat d'exploitation ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 67,2 millions de dollars, comparativement à 52,8 millions de dollars au dernier exercice. En ce qui concerne le résultat ajusté par action, il s'est fixé à 0,32 \$ pour le quatrième trimestre de 2025, par rapport à 0,18 \$ à l'exercice précédent. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives.

Pour le quatrième trimestre, le BAIIA ajusté était de 117,3 millions de dollars, comparativement à 108,3 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le résultat d'exploitation ajusté. Pour le quatrième trimestre de 2025, la marge du BAIIA ajusté était de 11,8 %, stable par rapport à l'exercice précédent, également dans la tendance des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice avant impôts rajusté du quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 54,6 millions de dollars comparativement à 27,8 millions de dollars à l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés.

Les flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre de 2025 se sont chiffrés à 69,8 millions de dollars, comparativement à 129,8 millions de dollars à l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles ont diminué en raison de la baisse des gains en espèces attribuable à la scission des activités dans le secteur du porc, aux remboursements d'impôt sur le bénéfice de l'année précédente et à la hausse des dépenses en immobilisations liées à l'entretien, en partie compensées par la baisse des versements d'intérêts.

Exercice 2025

Les ventes pour 2025 se sont élevées à 3 912,7 millions de dollars, comparativement à 3 633,4 millions de dollars au dernier exercice, soit une augmentation de 7,7 %. Les ventes d'aliments préparés ont augmenté de 6,5 % en raison de la hausse des prix, de l'amélioration de la composition des ventes et de la croissance des volumes, facteurs qui ont été partiellement compensés par la hausse des promotions commerciales. L'augmentation des ventes de 10,8 % dans le secteur de la volaille est attribuable à l'amélioration de la composition des canaux liée à la croissance du volume dans le secteur de la vente au détail et des services alimentaires, ainsi qu'à des prix plus élevés, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des promotions commerciales.

Le profit brut pour 2025 s'élève à 662,8 millions de dollars (marge brute(i) de 16,9 %), comparativement à 557,3 millions de dollars (marge brute de 15,3 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable à la composition favorable des canaux dans les secteurs des aliments préparés et de la volaille, l'efficacité opérationnelle positive, y compris les avantages découlant des investissements dans les installations de l'usine avicole de London et du Bacon Centre of Excellence, la baisse des coûts de démarrage, une diminution de l'amortissement et les répercussions sur les prix, facteurs qui ont été en grande partie compensés par l'inflation du coût des intrants et l'augmentation des coûts de promotion du commerce.

En cumul annuel pour 2025, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 397,4 millions de dollars, comparativement à 391,7 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives est attribuable à la hausse des charges de rémunération variables et des dépenses publicitaires et promotionnelles, qui a été partiellement annulée par la diminution des honoraires de consultation.

Pour 2025, le bénéfice lié aux activités poursuivies s'est élevé à 43,9 millions de dollars (résultat de base par action lié aux activités poursuivies de 0,35 \$) comparativement à une perte de 11,9 millions de dollars (perte de base par action liée aux activités poursuivies de 0,10 \$) à l'exercice précédent. Le bénéfice lié aux activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice brut et les frais de vente et charges générales et administratives, la réduction des frais d'intérêts attribuable à la baisse des niveaux d'endettement et des taux d'intérêt, un gain découlant d'un règlement hors trésorerie sur l'achat d'une rente de retraite, la baisse des coûts de restructuration, le tout partiellement compensé par une charge de dépréciation hors trésorerie des immobilisations incorporelles liée aux protéines végétales et une charge d'impôt plus élevée.

Pour 2025, le bénéfice s'est chiffré à 541,6 millions de dollars (bénéfice de 4,36 \$ par action de base), comparativement à un bénéfice de 96,6 millions de dollars (bénéfice de 0,79 \$ par action de base) à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable au bénéfice lié aux activités poursuivies, comme il est indiqué ci-dessus, ainsi qu'à un gain découlant de la cession des activités dans le secteur du porc, en partie annulé par les bénéfices non perçus des activités cédées au quatrième trimestre, qui sont tous deux pris en compte dans les activités abandonnées.

Le résultat d'exploitation ajusté de 2025 s'est chiffré à 270,3 millions de dollars comparativement à 181,9 millions de dollars à l'exercice précédent, et le résultat par action ajusté de 2025 s'élève à 1,09 \$ comparativement à 0,15 \$ à l'exercice précédent. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés, mais exclut également l'incidence des coûts de démarrage.

Pour 2025, le BAIIA ajusté se chiffre à 475,7 millions de dollars, comparativement à 392,7 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs mentionnés ci-dessus pour le résultat d'exploitation ajusté excluant la réduction de la charge d'amortissement. Pour 2025, la marge du BAIIA ajusté était de 12,2 %, comparativement à 10,8 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice avant impôts ajusté de l'exercice 2025 s'est chiffré à 189,6 millions de dollars comparativement à 33,0 millions de dollars à l'exercice précédent en raison de facteurs semblables à ceux qui sont énumérés ci-dessus.

Les flux de trésorerie disponibles de 2025 se sont établis à 318,4 millions de dollars, comparativement à 385,3 millions de dollars à l'exercice précédent. La baisse des flux de trésorerie disponibles est attribuable aux remboursements d'impôt sur le revenu de l'exercice précédent et à l'investissement dans le fonds de roulement, compensés par une réduction des intérêts versés et une amélioration des bénéfices après le retrait des éléments hors trésorerie.

La dette nette au 31 décembre 2025 était de 995,2 millions de dollars, soit une diminution de 520,9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Pour en savoir plus sur les variations de la dette nette, consultez la rubrique 12. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 tel que déposé sur SEDAR+.

⁽ⁱ⁾ La marge brute représente le profit brut divisé par les ventes.

Remarque : Plusieurs éléments sont exclus de l'analyse du résultat sous-jacent, puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation courantes de la société. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la fin du présent communiqué pour obtenir la description et le rapprochement de toutes les mesures financières non conformes aux IFRS.

Autres considérations

Le 12 janvier 2026, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende trimestriel, qui passe de 0,19 \$ par action à 0,21 \$ par action, soit 0,84 \$ par action sur une base annuelle. Avec cette augmentation, le paiement du dividende pour le premier trimestre de 2026 sera de 0,21 \$ par action ordinaire, payable le 31 mars 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 mars 2026. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le régime de réinvestissement de dividendes de la société permet aux actionnaires admissibles de demander que leurs dividendes en espèces soient réinvestis dans des actions ordinaires supplémentaires de la société. Pour les actionnaires qui souhaitent réinvestir leurs dividendes dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes, Les Aliments Maple Leaf a l'intention d'émettre des actions ordinaires en capital à un prix égal à 100 % du prix de clôture moyen pondéré des actions pour les cinq jours de bourse précédant la date de paiement du dividende. De plus amples renseignements, sur le régime de réinvestissement de dividendes, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com>.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 8 h, HE, le 5 mars 2026, afin de passer en revue les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2025 de Les Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 1 416 945-7677 ou le 1 888 669-1199.

Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 1 289 819-1450 ou au 1 888 660-6345 (code d'accès : 76986 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du quatrième trimestre et de l'exercice 2025 sera également disponible à : <https://app.webinar.net/bMq8pdBoGyY>.

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers consolidés audités (« états financiers consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2025 de la société peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/investors.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société utilise les mesures non conformes aux IFRS suivantes : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, le coefficient de la dette

nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois et les flux de trésorerie disponibles. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS utilisées par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant impôt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et certains éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et ajusté pour des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer son rendement et il sert au calcul des primes dans le cadre de son régime de primes de rendement à court terme. Il s'agit du BAIIA ajusté plus les revenus d'intérêt, moins l'amortissement et la charge d'intérêts, et d'autres coûts de financement.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du résultat net avant impôts comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre, comme indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins.

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
(En millions de dollars) ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾ (non audité)	2025	2024	2025	2024
Bénéfice (perte) avant impôt	(9,9) \$	8,5 \$	103,6 \$	(8,3) \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17,6	34,6	95,2	158,1
Autres charges (produits)	(33,2)	(2,0)	(30,2)	(4,1)
Dépréciation des immobilisations incorporelles	85,0	—	85,0	—
Frais de restructuration et autres frais connexes	6,5	12,4	12,7	19,9
Perte (bénéfice) applicable aux actions des entreprises associées	(0,9)	—	(0,9)	—
Résultat d'exploitation	65,2 \$	53,4 \$	265,4 \$	165,6 \$
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,4	0,9	3,3	20,6
Diminution (augmentation) des contrats de dérivés	1,6	(1,5)	1,6	(4,3)
Résultat d'exploitation ajusté	67,2	52,8	270,3	181,9
Amortissement ^(iv)	48,2	50,7	196,1	209,3
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes ^(v)	1,9	4,8	9,3	1,5
BAIIA ajusté	117,3 \$	108,3 \$	475,7 \$	392,7 \$
Marge du BAIIA ajusté	11,8 %	11,8 %	12,2 %	10,8 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	(17,6)	(34,6)	(95,2)	(158,1)
Revenus d'intérêts	3,0	4,8	5,2	7,6
Amortissement	(48,2)	(50,7)	(196,1)	(209,3)
Bénéfice avant impôts ajusté	54,6 \$	27,8 \$	189,6 \$	33,0 \$

⁽ⁱ⁾ Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

⁽ⁱⁱ⁾ Les montants de 2024 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double, y compris la charge d'amortissement, et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

^(iv) La charge d'amortissement incluse dans les coûts de démarrage et de restructuration et les autres coûts connexes est exclue de ce poste.

^(v) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme, et d'autres charges diverses.

Résultat ajusté par action

Le résultat ajusté par action, qui est une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le bénéfice par action de base et est ajusté de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté. Le tableau suivant montre un rapprochement entre le bénéfice par action de base présenté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés et le résultat ajusté par action pour les exercices clos le 31 décembre, comme indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

(\$ par action) (non audité)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice (perte) par action de base lié(e) aux activités poursuivies	(0,28) \$	0,05 \$	0,35 \$	(0,10) \$
Dépréciation des immobilisations incorporelles	0,72	—	0,72	—
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱ⁾	0,04	0,07	0,08	0,12
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱ⁾	(0,17)	0,05	(0,09)	0,03
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	—	0,01	0,02	0,12
Variation de la perte latente et différée (profit latent et différé) sur les contrats de dérivés	0,01	(0,01)	0,01	(0,03)
Résultat ajusté par action^(iv)	0,32 \$	0,18 \$	1,09 \$	0,15 \$

⁽ⁱ⁾ Comprend l'incidence par action des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.

⁽ⁱⁱ⁾ Comprend principalement les frais juridiques, les coûts d'innoculation liés aux immeubles de placement, le gain découlant du rachat des engagements, les coûts de transactions associés à la scission et les coûts associés à l'initiative « Alimentons la croissance », après impôt.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.

^(iv) Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

Dettes nettes

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés de la société au 31 décembre, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette actuelle et à long terme et la dette bancaire, et établit le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois comme la valeur absolue de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre	
	2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	143 409 \$	175 908 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(2 096) \$	(301 478) \$
Dette à long terme	(1 136 493)	(1 390 479)
Total de la dette	(1 138 589) \$	(1 691 957) \$
Dette nette	(995 180) \$	(1 516 049) \$
BAlIA ajusté⁽ⁱ⁾	475 715 \$	553 224 \$
Dette nette par rapport au BAlIA ajusté des douze derniers mois	2,1	2,7

⁽ⁱ⁾ Le BAlIA ajusté de 2025 est lié aux activités poursuivies et les données 2024 sont présentées comme indiqué à l'origine.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien⁽ⁱ⁾ et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars) (non audité)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	113 605 \$	155 904 \$	435 455 \$	464 920 \$
Capital nécessaire à l'entretien ⁽ⁱ⁾	(43 531)	(25 862)	(116 138)	(78 571)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	(254)	(260)	(936)	(1 007)
Flux de trésorerie disponibles	69 820 \$	129 782 \$	318 381 \$	385 342 \$

⁽ⁱ⁾ L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour la période de douze mois close le 31 décembre, les dépenses en immobilisations totales de 125,3 millions de dollars (95,5 millions de dollars en 2024) constatées dans les états consolidés des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 116,1 millions de dollars (78,6 millions de dollars en 2024) et d'un capital de croissance de 9,2 millions de dollars (16,9 millions de dollars en 2024). Pour le trimestre clos le 31 décembre, les dépenses en immobilisations totales de 48,4 millions de dollars (29,2 millions de dollars en 2024) se composent de l'investissement dans l'entretien de 43,5 millions de dollars (25,9 millions de dollars en 2024) et d'un capital de croissance de 4,9 millions de dollars (3,3 millions de dollars en 2024). Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs et les buts de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs se reconnaissent souvent, mais pas toujours, à l'emploi d'expressions comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », ou des variations positives ou négatives de ces expressions, et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avèreront exactes.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- la capacité de la société à adopter une approche de répartition du capital stratégique et rigoureuse tout en favorisant une croissance moyenne à un chiffre des revenus, et l'expansion continue de la marge du BAIIA ajusté;
- les perspectives de l'exercice 2026 de la société, y compris les perspectives prévues concernant les ventes, le BAIIA ajusté, le bilan, la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois, ses investissements en immobilisations et la croissance des dividendes, ainsi que les facteurs qui en découlent;
- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes;

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les avantages et les incidences de la scission, y compris les risques, les coûts, les dissynergies et les conséquences fiscales prévues;
- les attentes, les hypothèses et la conformité des Aliments Maple Leaf, de Canada Packers et des « actionnaires déterminés », tels que définis dans la Loi de l'impôt sur le revenu (« LIR »), aux règles relatives aux transactions papillon en vertu de la LIR avant la scission et après sa conclusion;
- la capacité de Canada Packers à répondre aux besoins en porc de la société pour ses activités du secteur des viandes préparées, y compris du porc qui répond aux exigences et aux revendications de la société en matière de développement durable;
- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques, les taux de change, les tarifs douaniers et d'autres dynamiques du commerce international; l'accès aux capitaux et les changements structurels éventuels dans les tendances économiques mondiales;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché (y compris les droits de douane) et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les répercussions des tarifs douaniers, des taux d'intérêt, des taux d'imposition et des taux de change sur les prix courants des produits de base;
- les répercussions potentielles découlant de l'incident de cybersécurité, notamment les coûts des mesures de sécurité; la possibilité qu'un autre incident survienne dans l'avenir, les risques associés à la violation des données, la disponibilité de l'assurance, l'efficacité des activités de rétablissement et de prévention, les activités des tiers, les répercussions continues, les réponses des clients, des consommateurs et des fournisseurs et les considérations réglementaires;
- la dynamique sociopolitique et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- l'ampleur des éclosions potentielles ou de la propagation des maladies animales et ses implications pour tous les marchés des produits protéinés;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;
- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;

- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes élevés, un roulement élevé des stocks et un roulement élevé des comptes débiteurs.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la transaction de scission qui ne génère pas les avantages stratégiques et financiers prévus à long terme pour la société, ainsi que la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non et le moment où ces avantages seront réalisés, y compris les répercussions sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société;
- l'exposition continue aux risques associés aux activités dans le secteur du porc et l'incapacité de Canada Packers à fournir à la société un volume suffisant de porc pour soutenir ses activités du secteur des viandes préparées, en particulier du porc qui répond à ses exigences en matière de développement durable et ses revendications concernant ses produits;
- le non-respect par la société, Canada Packers ou un « actionnaire déterminé », tel que défini dans la Loi de l'impôt sur le revenu, des règles relatives aux transactions papillon en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, ce qui pourrait faire en sorte qu'un impôt important soit exigible pour la société;
- les changements structurels possibles dans les marchés mondiaux et les conditions économiques qui pourraient avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macroéconomiques, l'instabilité commerciale et les tensions mondiales;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international, y compris les tarifs et droits de douane et les marchés mondiaux du porc;
- l'évolution du commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et de la clientèle, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés, les pressions inflationnistes et la capacité de la société à négocier un prix avantageux et à suivre l'évolution des tendances du marché;
- le prix des produits;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des politiques, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de l'événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- l'instabilité géopolitique;
- l'incapacité de la société à adapter ses activités avec succès et efficacement pour tenir compte de la production consolidée;
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- la gestion réussie de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- les économies et les gains d'efficacité;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et la qualité des ingrédients, y compris les ingrédients de protéines végétales;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;
- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;

- la réputation et l'opinion publique;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- la volatilité du cours des actions;
- les acquisitions et les cessions;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;
- l'efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d'intérêt;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des instruments de couverture;
- le système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- le recours à des fabricants à façon;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l'adaptation aux changements législatifs;
- les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change;
- l'incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;
- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- la consolidation des activités et l'accent mis sur les protéines;
- le caractère saisonnier et les changements apportés aux activités promotionnelles;
- les événements catastrophiques imprévisibles;
- les conditions météorologiques;
- les questions d'emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- la santé et sécurité au travail;
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, les attentes relatives à la croissance des revenus, les attentes relatives au BAIIA ajusté, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté et les ratios de levier prévus; et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions, peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. Nos perspectives financières sont présentées pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que les perspectives financières de la société seront réalisées.

De nombreux facteurs peuvent faire en sorte que nos résultats réels, notre rendement, nos réalisations ou les événements ou développements futurs diffèrent considérablement de ceux exprimés ou implicites dans les énoncés prospectifs aux présentes, y compris, sans s'y limiter, les facteurs qui se trouvent à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D'autres renseignements concernant la société, y compris la notice annuelle de la société pour

l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont accessibles dans le profil de la société dans le System for Electronic Data Analysis and Retrieval (« SEDAR+ ») à l'adresse www.sedarplus.ca.

La société tient à avertir le lecteur que la liste de facteurs de risque et d'incertitude qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses résultats. La société exerce ses activités dans un environnement hautement concurrentiel et en évolution rapide où de nouveaux risques émergent souvent. Il n'est pas possible pour la direction de prévoir tous les risques ni d'évaluer l'incidence de tous les facteurs de risque sur les activités de la société ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs peut faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés aux présentes. Il y a lieu d'examiner attentivement les risques, incertitudes et hypothèses lors de l'évaluation des informations prospectives et de ne pas se fier indûment à ces déclarations. Les renseignements prospectifs contenus dans le présent document représentent les attentes de la direction à la date du présent document (ou à la date indiquée de leur formulation) et, par conséquent, peuvent être modifiés après cette date. Aliments Maple Leafs décline toute intention ou responsabilité de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, orale ou écrite, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins que les lois applicables l'exigent.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf (TSX : MFI), une entreprise axée sur les protéines, est un chef de file du secteur des produits de consommation emballés dont le siège social se trouve à Mississauga, Ontario. Elle produit fièrement des aliments délicieux et fabriqués de manière responsable sous des marques phares telles que Maple Leaf®, Prime de Maple Leaf®, Natural Selections Maple Leaf®, Maple Leaf Mighty Protein™, Musafir™, Schneiders®, Mina®, Halal, Greenfield Natural Meat Co.®, LightLife® et Field Roast™. S'étant engagée à rehausser le mérite des aliments et à offrir aux clients des produits protéinés avec détermination, les Aliments Maple Leaf offre une valeur partagée à tous ses intervenants en montrant l'exemple en matière de sécurité, de salubrité et de durabilité, en élaborant des marques aimées, en exploitant avec excellence, en mettant en valeur des talents prodigieux et en élargissant son rayonnement au moyen d'innovation et de portée géographique.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)
(audité)

Au 31 décembre
2025

Au 31 décembre
2024

	Au 31 décembre 2025	Au 31 décembre 2024
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	143 409 \$	175 908 \$
Comptes débiteurs	139 075	170 919
Billets à recevoir	62 116	37 978
Stocks	472 296	553 398
Actifs biologiques	10 921	169 399
Impôt sur le résultat et autres impôts à recouvrer	2 604	7 551
Charges payées d'avance et autres actifs	24 386	42 342
Actifs détenus en vue de la vente	—	22 769
Total des actifs courants	854 807 \$	1 180 264 \$
Immobilisations corporelles	1 716 370	2 123 167
Actifs au titre du droit d'utilisation	71 182	160 922
Placements	121 830	12 763
Immeubles de placement	55 656	42 588
Avantages du personnel	50 576	22 429
Autres actifs à long terme	8 132	24 918
Actif d'impôt différé	36 117	46 588
Goodwill	387 353	477 353
Immobilisations incorporelles	239 907	339 526
Total des actifs à long terme	2 687 123 \$	3 250 254 \$
Total de l'actif	3 541 930 \$	4 430 518 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Créditeurs et charges à payer	514 585 \$	561 179 \$
Partie courante des provisions	10 364	14 482
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	2 096	301 478
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	18 457	39 900
Impôt sur le résultat exigible	92 314	2 595
Autres passifs courants	23 526	37 587
Total des passifs courants	661 342 \$	957 221 \$
Dette à long terme	1 136 493	1 390 479
Obligations au titre de contrats de location	75 464	147 892
Avantages du personnel	56 106	62 395
Provisions	2 719	3 912
Autres passifs à long terme	4 589	5 205
Passif d'impôt différé	284 223	325 137
Total des passifs à long terme	1 559 594 \$	1 935 020 \$
Total du passif	2 220 936 \$	2 892 241 \$
Capitaux propres		
Capital social	930 411 \$	897 839 \$
Bénéfices non distribués	343 108	587 393
Surplus d'apport	11 950	12 482
Cumul des autres éléments du résultat global	40 964	43 994
Actions de trésorerie	(5 439)	(3 431)
Total des capitaux propres	1 320 994 \$	1 538 277 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 541 930 \$	4 430 518 \$

États consolidés des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
	2025 (non audité)	2024 ⁽ⁱ⁾ (non audité)	2025 (audité)	2024 ⁽ⁱ⁾ (audité)
Ventes	991 242 \$	917 050 \$	3 912 665 \$	3 633 404 \$
Coût des marchandises vendues	832 827	773 589	3 249 899	3 076 055
Profit brut	158 415 \$	143 461 \$	662 766 \$	557 349 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	93 226	90 049	397 383	391 733
Bénéfice avant ce qui suit :	65 189 \$	53 412 \$	265 383 \$	165 616 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes	6 503	12 356	12 713	19 922
Autres charges (produits)	(33 180)	(1 990)	(30 212)	(4 133)
Dépréciation des immobilisations incorporelles	85 000	—	85 000	—
Perte (bénéfice) applicable aux actions des entreprises associées	(888)	—	(888)	—
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	7 754 \$	43 046 \$	198 770 \$	149 827 \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17 610	34 594	95 191	158 124
Bénéfice (perte) avant impôt	(9 856) \$	8 452 \$	103 579 \$	(8 297) \$
Charge d'impôt sur le résultat	24 555	2 020	59 634	3 570
Bénéfice (perte) lié(e) aux activités poursuivies	(34 411) \$	6 432 \$	43 945 \$	(11 867) \$
Bénéfice (perte) lié(e) aux activités abandonnées	425 644	47 104	541 630	108 466
Bénéfice	391 233 \$	53 536 \$	577 708 \$	96 599 \$
Bénéfice (perte) par action attribuable aux actionnaires ordinaires :				
Bénéfice de base par action	3,14 \$	0,43 \$	4,36 \$	0,79 \$
Bénéfice dilué par action	3,06 \$	0,43 \$	4,25 \$	0,78 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités poursuivies	(0,28) \$	0,05 \$	0,35 \$	(0,10) \$
Bénéfice dilué (perte diluée) par action lié(e) aux activités poursuivies	(0,28) \$	0,05 \$	0,34 \$	(0,10) \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) :				
De base	124,6	123,5	124,2	123,0
Dilué	128,0	124,6	127,4	124,3

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2024 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États consolidés des autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
	2025	2024 ⁽ⁱ⁾	2025	2024 ⁽ⁱ⁾
	(non audité)	(non audité)	(audité)	(audité)
Bénéfice	391 233 \$	53 536 \$	541 630 \$	96 599 \$
Autres éléments du revenu global (perte globale)				
Gains et (pertes) actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après impôt de 1,6 million de dollars et 0,1 million de dollars; 2,4 millions de dollars et 0,6 million de dollars en 2024)	(4 248) \$	(6 885) \$	(378) \$	1 908 \$
Variation de l'excédent de réévaluation (après impôt de 1,2 million de dollars et de 1,2 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2024)	3 263	—	3 263	—
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2024)	115	—	115	—
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	(870) \$	(6 885) \$	3 000 \$	1 908 \$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :				
Variation de la juste valeur des investissements (après impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2024)	— \$	(4 082) \$	(3 371) \$	(4 082) \$
Variation de l'écart de conversion cumulé (après l'impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2024)	(4 711)	23 080	(17 686)	30 392
Variation du change sur la dette à long terme désigné comme couverture d'investissement net (après impôt de 0,5 million de dollars et 2,3 millions de dollars; 3,3 millions de dollars et 4,5 millions de dollars en 2024)	3 244	(17 885)	12 658	(24 237)
Variation des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 0,2 million de dollars et 0,4 million de dollars; 0,1 million de dollars et 0,2 million de dollars en 2024)	627	(47)	(1 247)	(3 763)
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (déduction faite de l'impôt de 0,0 million de dollars et de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars et 0,0 million de dollars en 2024)	40 \$	— \$	40 \$	— \$
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(800) \$	1 066 \$	(9 606) \$	(1 690) \$
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	(1 670) \$	(5 819) \$	(6 606) \$	218 \$
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées ⁽ⁱ⁾ (après impôt de 0,0 million de dollars; 0,1 million de dollars; 0,5 million de dollars et 0,7 million de dollars en 2024)	(4)	(1 599)	625	(2 145)
Total des autres éléments de la perte globale	(1 674) \$	(7 418) \$	(5 981) \$	(1 927) \$
Résultat global	389 559 \$	46 118 \$	535 649 \$	94 672 \$

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2024 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États consolidés des variations des capitaux propres

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	897 839 \$	587 393	12 482	14 545	(1 257)	(6 641)	37 347	(3 431)	1 538 277
Bénéfice	—	541 630	—	—	—	—	—	—	541 630
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	(1 222)	—	(4 649)	(2)	(3 371)	3 263	—	(5 981)
Cumul des autres éléments du résultat global de la cession des activités du secteur du porc	—	—	—	1 619	110	—	—	—	1 729
Dividendes déclarés (1,51 \$ par action)	10 261	(188 050)	—	—	—	—	—	—	(177 789)
Distribution de Canada Packers	—	(596 643)	—	—	—	—	—	—	(596 643)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	23 419	—	—	—	—	—	23 419
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	4 275	—	—	—	—	—	4 275
Exercice d'options sur actions	27 178	—	—	—	—	—	—	—	27 178
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement inaccessibles	—	—	—	—	—	—	—	(9 042)	(9 042)
Actions rachetées	(4 867)	—	(14 071)	—	—	—	—	—	(18 938)
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(14 155)	—	—	—	—	7 034	(7 121)
Solde au 31 décembre 2025	930 411 \$	343 108	11 950	11 515	(1 149)	(10 012)	40 610	(5 439)	1 320 994 \$

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital-actions	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	873 477 \$	597 429	3 227	8 625	4 416	(2 559)	37 347	(7 183)	1 514 779 \$
Bénéfice	—	96 599	—	—	—	—	—	—	96 599
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	1 908	—	5 920	(5 673)	(4 082)	—	—	(1 927)
Dividendes déclarés (0,88 \$ par action)	21 864	(108 543)	—	—	—	—	—	—	(86 679)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	21 910	—	—	—	—	—	21 910
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	(1 325)	—	—	—	—	—	(1 325)
Exercice d'options sur actions	2 498	—	—	—	—	—	—	—	2 498
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(11 330)	—	—	—	—	3 752	(7 578)
Solde au 31 décembre 2024	897 839 \$	587 393	12 482	14 545	(1 257)	(6 641)	37 347	(3 431)	1 538 277 \$

⁽ⁱ⁾ Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

⁽ⁱⁱ⁾ La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

États consolidés des flux de trésorerie

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Période de 12 mois close le 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS :	<i>(non audité)</i>	<i>(non audité)</i>	<i>(audité)</i>	<i>(audité)</i>
Activités d'exploitation				
Bénéfice	391 233 \$	53 536 \$	541 630 \$	96 599 \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :				
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	—	(43 210)	(3 440)	(63 582)
Amortissement	48 187	64 883	234 926	265 173
Rémunération fondée sur des actions	5 215	4 296	23 419	21 910
Charge d'impôt différé (recouvrement)	2 291	17 738	(37 577)	30 651
Charge d'impôt	22 264	3 097	127 714	13 619
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	17 610	35 793	98 486	162 600
Profit sur la vente d'actifs à long terme	(3 169)	(6 466)	(14 305)	(9 299)
Dépréciation	85 104	538	87 261	667
Variation de la juste valeur des actifs à long terme	5 932	10 707	5 932	5 669
Gain lié au rachat des engagements	(35 530)	—	(35 530)	—
Gain sur la cession de Canada Packers	(428 879)	—	(428 879)	—
Bénéfice applicable aux actions d'une entreprise associée	(888)	—	(888)	—
Variation du passif au titre des régimes de retraite	(1 523)	1 953	1 164	5 063
Impôt sur le résultat remboursé (payé), montant net	3 595	31 197	(2 890)	75 712
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	(17 979)	(34 926)	(97 337)	(148 925)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	3 720	8 025	(5 226)	6 570
Variation de la marge des dérivés	(797)	(2 764)	856	2 235
Règlement en espèces des dérivés	—	2 878	—	—
Autre	(926)	(10 512)	(10 150)	(6 499)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	16 293	19 141	(49 711)	6 757
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	113 605 \$	155 904 \$	435 455 \$	464 920 \$
Activités d'investissement				
Entrées d'actifs à long terme	(48 443)	(29 205)	(125 296)	(95 489)
Intérêts payés et capitalisés	(279)	(289)	(1 008)	(1 128)
Produit de la vente d'actifs à long terme	5 612	8 433	21 616	14 081
Dividendes de l'entreprise associée	1 094	—	1 094	—
Autre	(16 056)	—	(16 056)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(58 072) \$	(21 061) \$	(119 650) \$	(82 536) \$
Activités de financement				
Dividendes versés	(96 511) \$	(21 803) \$	(177 789) \$	(86 679) \$
Diminution nette de la dette à long terme	(27 740)	(110 893)	(102 593)	(290 981)
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(3 463)	(8 026)	(28 336)	(32 353)
Exercice d'options sur actions	939	—	27 178	2 498
Paiement des coûts de financement	(5 958)	—	(6 506)	(2 324)
Rachat d'actions	(10 002)	—	(18 938)	—
Cession des activités liées au porc	(32 278)	—	(32 278)	—
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(124 481) \$	(140 722) \$	(348 304) \$	(409 839) \$
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(68 948) \$	(5 879) \$	(32 499) \$	(27 455) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	212 357	181 787	175 908	203 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	143 409 \$	175 908 \$	143 409 \$	175 908 \$